

Entretien avec Philippe Meirieu  
paru dans *Politis*  
hors-série n° 53, octobre-novembre 2010

« *Ne laisser personne au bord de la route coûte cher !* »

*En pleine dépression, l'école arrive à un point de rupture sur la question des moyens, alerte le pédagogue Philippe Meirieu. Les politiques actuelles sont lourdes de conséquences. Il est temps de définir de nouvelles finalités.*

**Si l'école avait les moyens de ses ambitions, que pourrait-elle en faire?**

**Philippe Meirieu** : D'abord, les moyens, matériel et humains, ne suffisent pas toujours. Surtout sans cap ni outils. Par exemple, des études montrent que certains collèges situés en zone d'éducation prioritaire (ZEP) mettent des moyens très importants au service d'un grand nombre d'activités, avec des partenariats de toutes sortes, sans que cela améliore la réussite des élèves. Certains chercheurs se demandent même si ces programmes ne bénéficient pas systématiquement aux plus favorisés.

**Quelles sont ces études ?**

Je pense notamment au dernier livre d'Elisabeth Bautier et Patrick Rayou, *Les inégalités d'apprentissage* (PUF). Mais je conteste la méthode de cette étude parce qu'elle utilise des critères trop restrictifs. Elle s'en tient aux résultats scolaires quantitatifs transmis par l'administration. Elle réduit la fonction de l'école à la réussite à très court terme. Cette dernière est, certes, très importante, mais, si l'on regardait à moyen terme, on s'apercevrait que les élèves issus des établissements innovants vont, comme j'ai pu l'observer, suivre des formations continues, s'engager dans le domaine syndical ou associatif. Les activités pratiquées à l'école peuvent donc avoir une importance décisive sur leur histoire personnelle à travers leur engagement social, politique et culturel, avec des répercussions au plan professionnel... Quand on cherche à évaluer l'impact d'une innovation sociale, la méthodologie est essentielle : on ne peut pas comprendre celle-ci avec les seuls critères de conformité à l'existant. Changer la société, impose de changer nos critères d'évaluation.

## **Y a-t-il des systèmes d'évaluation indépendants en matière d'éducation ?**

La France s'honorerait à mettre en place un vrai « Grand Conseil de l'Education ». Elle possède actuellement un « Haut Conseil de l'Education » nommé par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat et le président du Conseil économique et social : il est donc constitué de gens dans la ligne du gouvernement et son pouvoir est très limité. Il nous faudrait une instance indépendante avec des représentants de la société civile, des parents d'élèves, des experts, et qui aurait autorité sur les services chargés de l'évaluation afin de pouvoir diligenter des enquêtes... Elle pourrait, de plus, amortir les ruptures d'un ministère à l'autre et lisser un certain nombre de réformes.

## **Sur les ZEP, au centre de la question des moyens, de quel type d'étude disposons-nous ?**

Il en existe de très nombreuses menées par l'OZP, l'INRP, des laboratoires universitaires, Sciences po... On bénéficie d'un recul important. Globalement, nous voyons que, malgré les efforts, les progrès attendus n'ont pas toujours été au rendez-vous. Mais nous ne savons pas très bien à quoi cela tient : à la prégnance des inégalités sociales ou au fait que l'on y nomme des professeurs débutants ? On sait que la mixité sociale s'affaiblit, surtout depuis la suppression de la carte scolaire et la mise en œuvre d'une « discrimination positive » qui extrait les « bons élèves » des Zep et ne se préoccupe guère de l'avenir collectif des jeunes des quartiers. Enfin, les efforts en matière de rénovation urbaine sont, évidemment, insuffisants.

## **Certains établissements classés ZEP sont désertés et se retrouvent avec des moyens plus importants...**

Il y a plusieurs cas de ce genre, en effet. Mais aujourd'hui, l'Education nationale subit des réductions comme elle n'en a jamais connues. Le gouvernement affirme que c'est parce que nous vivons une période de décroissance démographique. Mais, nous sommes, en fait, devant trois phénomènes. D'abord, la faillite de l'Etat, même si on doit contester la justification par la dette du désengagement systématique de la puissance publique ; ensuite, le triomphe d'une idéologie comptable et quantitative qui invalide tout discours sur le qualitatif ; et, enfin, la remise en question du principe même du service public : être lui-même son propre recours, ne pas renvoyer vers le privé, moyennant finances, ceux et celles qui rencontrent des difficultés. L'école se replie sur une « transmission à l'économie » pendant qu'elle externalise une partie de ses fonctions : on met ainsi en place une multitude de dispositifs périphériques, soutien individuel personnalisé, aides aux devoirs, Internet, devoirs de vacances, cours privés et même rémunération de l'aide intra familiale. Aujourd'hui, l'Etat ne garantit plus la qualité de l'éducation mais fournit aux parents des indicateurs pour choisir

parmi toutes les offres possibles. Il s'exonère de garantir la qualité au motif que « si vous n'êtes pas content, vous pouvez aller ailleurs! »

### **A condition d'en avoir les moyens...**

Et c'est bien là le paradoxe : les parents des « élèves difficiles » sont ceux qui ont le moins de ressources pour les aider ! Notre société fait semblant de croire que tous les élèves coûtent le même prix. Or un enfant qui trouve sa panoplie de bon élève au pied de son berceau coûte moins cher qu'un élève accidenté personnellement ou socialement. Il faut avoir le courage de dire que notre ambition de ne laisser personne au bord de la route va coûter cher ! Et c'est tout à notre honneur !

### **N'est-ce pas précisément l'inverse que choisit le ministère ?**

Non seulement on ne met pas le même argent pour les élèves en difficulté que pour les autres, mais on en met moins en faisant croire qu'on en met plus. Car on nomme dans les établissements les plus difficiles de jeunes enseignants inexpérimentés qui ne veulent pas y aller... Ainsi le budget consolidé, salaires compris, d'un collège de banlieue est-il souvent plus bas que celui d'un collège de centre ville, même si, apparemment, sa dotation est plus importante. De plus, on ne parvient pas bien à stabiliser des équipes en Zep. Il faudrait donner aux enseignants de ces établissements les moyens de se former sur place et le temps de travailler vraiment ensemble. Je suis très inquiet pour ces jeunes collègues qui vont maintenant débarquer sans formation pédagogique : on ne leur laisse le choix qu'entre dépression et répression.

### **L'école a changé de logique. De quand date le virage ?**

En 1981, avec la création des ZEP, Alain Savary choisit de donner plus à ceux qui ont moins. La « performance du système éducatif » s'améliore jusqu'en 1994. Depuis, les gouvernements successifs n'ont pas eu une politique cohérente. Et, aujourd'hui, l'école est moins menacée d'explosion que de déprime collective : découragement, désinvestissement, déconsidération, absence d'estime de soi... On dirait une montgolfière qui se vide et chute inexorablement.

### **Pourquoi 1994 ?**

1981-1994, avec la loi d'orientation sur l'avenir de l'école de 1989, est une période de marche volontaire vers une démocratisation moins quantitative : création des bacs professionnels, rénovation des collèges, développement de la formation initiale et continue des enseignants... En 1981, les enseignants, majoritairement à gauche, pensent que l'heure a sonné et toute une série de gens issus de l'éducation populaire accèdent à des responsabilités. Les énergies sont libérées et des efforts financiers sont consentis. A partir de 1994, on plafonne pour des raisons politiques mais aussi sociales : il faut

passer de la phase d'amélioration du système à un changement de logiciel. L'enthousiasme s'émousse, les militants se marginalisent, les collègues en rénovation se dégradent, le corps enseignant se prolétarise, la ghettoïsation progresse... En 1981, les cités n'étaient pas dans l'état d'aujourd'hui : pas le même abandon des services publics, pas le même intégrisme religieux... On se fait progressivement à l'idée que l'école ne pourra pas être à la hauteur de tous les espoirs qu'on a mis en elle...

### **Est-on au bout de cette logique ?**

L'école peut malheureusement descendre plus bas encore dans la dépression. Mais sur les moyens, elle arrive à un point de rupture. Les suppressions de postes tournent à l'hémorragie. La part des salaires dans le budget de l'Education nationale atteint près de 99 %. On externalise l'aide pédagogique sur les collectivités territoriales qui, égorgées financièrement, doivent compenser les insuffisances de l'Etat.

### **Le changement ne peut-il venir que d'un changement politique ?**

La politique actuelle est mortifère. Nous allons dans le mur. En prétendant limiter notre dette financière, l'Etat creuse notre dette sociale et éducative. Les choix d'aujourd'hui vont coûter très cher et les générations futures vont devoir pallier les insuffisances du manque actuel de formation des enseignants.

### **Une école qui aurait les moyens, est-ce une ineptie ?**

J'observe un sentiment de lassitude : l'impression que tout a été dit et que tout reste à faire. Les chercheurs, en dépit de leurs différences d'analyses, ont identifié des leviers sur lesquels il faudrait agir pour faire baisser la violence et améliorer les résultats scolaires. Pourtant, rien ne bouge : il faudrait des équipes mieux formées et stables dans des établissements gérés en petites unités pédagogiques... Mais tout cela reste lettre morte ! Sur la question des rythmes scolaires, la commission lancée par Luc Chatel va se trouver, une nouvelle fois, confrontée à des exigences que tout le monde connaît : diminuer la journée scolaire, augmenter le nombre de jours d'école. Va-t-on, enfin, passer à l'acte ? Le système est enkysté. Personne ne veut prendre réellement le taureau par les cornes et penser la scolarité autrement. Quel dieu a-t-il décidé que tout enseignement doit être organisé en tranche napolitaine avec une heure de français, une heure d'histoire, une heure de maths ? Dans quel décalogue trouve-t-on que toute évaluation doit se traduire par une notation ? Si on réexaminait les finalités, on trouverait des modalités nouvelles. Nous sommes à une fin de cycle. Ou bien nous inventerons une alternative de gauche pour notre école, ou bien elle se libéralisera inéluctablement.

### **Qui pour porter le renouveau ?**

Le changement doit venir simultanément du national et du local. L'Etat doit réafficher le cahier des charges des établissements et miser sur les initiatives locales pour le réaliser. Il faut être centralisateur sur les finalités et que les équipes s'organisent pour les modalités. En bref : libérer l'initiative par la base mais avec un Etat garant d'égalité et ferme sur les exigences du service public qui doivent s'imposer aussi bien aux établissements publics que privés sous contrat. Il faut une vraie politique ambitieuse... Aujourd'hui, la dépression est générale et les syndicats eux mêmes ne savent pas bien comment réagir. On voit émerger des mouvements atypiques comme celui des désobéisseurs... quelques nouvelles formes d'actions, mais dans un paysage qui reste celui de la résignation.

**Certains établissements trouvent les exigences écologiques trop en décalage avec leurs priorités. Qu'en pensez-vous ?**

Les établissements eco-responsables sont en général financés par les collectivités territoriales. Il faudrait que l'Etat accompagne la démarche... Car l'écologie ne se réduit pas aux questions d'environnement, c'est une formation globale à la citoyenneté solidaire. Dans certaines situations, elle peut être vécue comme un luxe ou un supplément d'âme. Mais on peut l'envisager autrement en inscrivant les préoccupations environnementales dans une dimension sociale et politique. L'école est le lieu de la découverte et de l'altérité et de la solidarité. Dans ce sens, l'écologie fait partie du coeur de mission de l'école. Et c'est aux militants-experts de l'écologie politique de transformer, là comme ailleurs, leurs visions en actions.

Propos recueillis par Ingrid Merckx